Rwanda : les deux principaux partis d'opposition tiennent débat à Bruxelles

@rib News, 05/04/2012 â€“ Source BelgaLes deux principaux partis d'opposition rwandais, le CongrÃ¨s national rwandais (CNR), animÃ© par d'ex-compagnons d'armes du prÃ©sident Paul Kagame, et les Forces dÃ©mocratiques unifiÃ©es (FDU-Inkingi), ont dÃ©cidÃ© de conjuguer les efforts afin d'Â«Â Å“uvrer pour le retour et l'instauration d'une dÃ©mocratie authentique au RwandaÂ Â», ont-ils indiquÃ© mercredi.Ces deux partis ont organisÃ© samedi Ã Bruxelles conjointement une confÃ©rence-dÃ©bat dirigÃ©e par le Dr Nkiko Nsengimana et le Dr Rudasingwa ThÃ©ogÃ¨ne, coordinateurs respectivement des FDU-Inkingi et du Rwanda National Congress (RNC, en franÃ§ais CNR), qui a rassemblÃ© plus de 200 personnes, ont-ils indiquÃ© dans un communiquÃ© commun.
Selon ces partis, cette confÃ©rence a Â«Â montrÃ© encore une fois la dÃ©termination des deux formations politiques Ã Å“uvre pour le retour et l'instauration d'une dÃ©mocratie authentique au Rwanda et dans les meilleurs dÃ©lais, pour abrÃ©ger les souffrances des populations rwandaises sous le joug de la dictatureÂ Â».Les FDU sont dirigÃ©es par Victoire Ingabire Umuhoza, une responsable politique hutue jugÃ©e Ã Kigali notamment pour complicitÃ© de terrorisme et accusÃ©e de liens avec les rebelles exilÃ©s en RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (RDC) des Forces dÃ©mocratiques de LibÃ©ration du Rwanda (FDLR), impliquÃ©es dans le gÃ©nocide de 1994.Selon le communiquÃ©, Â«Â le combat pour le retour au pays est un combat pour tous. Il exige les efforts de tout un chacun pour se dÃ©barrasser du rÃ©gime dictatorial en place au RwandaÂ Â».Les participants ont soulignÃ©, Ã l'adresse de tous les bailleurs de fonds de Kigali, que pour garantir une transition pacifique, il Ã©tait primordial que Mme Ingabire et d'autres leaders politiques soient libÃ©rÃ©s et que l'Etat accorde une libertÃ© d'action aux partis politiques.Â«Â Les pays Ã©trangers ont Ã©tÃ© invitÃ©s Ã condamner les tentatives de rapatrie forcÃ© des rÃ©fugiÃ©s rwandais. Ils ne doivent jamais faire suite aux demandes d'extradition Ã©manant de la pseudo-justice rwandaiseÂ Â».